



PRÉFET DU TARN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral du **04 NOV. 2024**

en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement à VALTORET ÉNERGIES pour le parc éolien qu'elle exploite sur le territoire des communes de SAINT-AMANS-VALTORET

Le préfet,

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 541-43 et R. 541-45 ;
- VU** le décret du Président de la République du 1^{er} octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de Préfet de Tarn ;
- VU** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- VU** le décret n°2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en créant la rubrique 2980 relative aux installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2014 autorisant la société SAINT-AMANS ÉNERGIES à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur la commune de la commune de Saint-Amans-Valtoret (81 240) aux lieux-dits « Puech Balmes » et « Forêt communale » ;
- VU** le permis de construire n° PC 081 239 13 B0003 accordé à la société SAINT-AMANS ÉNERGIES – Groupe Valorem, par arrêté préfectoral du 21 octobre 2014, pour l'implantation d'un parc éolienne de 10 machines de 125 mètres de hauteur et deux postes de livraison, au lieu-dit « Puech Balmes » sur le territoire de la commune de Saint-Amans-Valtoret.
- VU** le permis de construire modificatif n° PC 081 239 13 B0003-M01 accordé à la société Saint Amans Énergies – Groupe Valorem, par arrêté préfectoral du 13 juillet 2017.
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juin 2020 portant scission et transfert partiel de l'autorisation d'exploiter un parc éolien sur commune de Saint-Amans-Valtoret (81 240) aux lieux-dits « Puech Balmes » et « Forêt communale », à la société VALTORET ÉNERGIES ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2021 portant modification du parc éolien de Saint-Amans-Valtoret – Société VALTORET ÉNERGIES ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mai 2023 portant autorisation de défrichement et modification des périodes de travaux concernant l'exploitation par la société VALTORET ÉNERGIES du parc éolien situé sur le territoire de la commune de Saint-Amans-Valtoret ;
- VU** l'article R. 541-45 du code de l'environnement qui dispose que « *Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets*

dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique (...). » ;

VU l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé qui dispose que « *l'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.* » ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 septembre 2024 faisant suite à la visite d'inspection du 5 septembre 2024, sur le site exploité par la société VALTORET ÉNERGIES transmis à l'exploitant par courriel et par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 20 septembre 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'article L.511-1 du code de l'environnement vise les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique et que les oiseaux et les chiroptères sont donc des intérêts à protéger ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *[...] en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [...]* », le préfet met en demeure l'exploitant de régulariser la situation constatée dans un délai précisé dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 5 septembre 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspecteur des installations classées que les déchets issus du parc éolien étaient évacués par les prestataires chargés de la maintenance vers une installation tierce et que l'exploitant n'a pas apporté la preuve que cette installation est régulièrement autorisée à collecter des déchets ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements présentent des enjeux pour la sécurité, la protection de la santé et de la salubrité publique et la préservation de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VALTORET ÉNERGIES de respecter les prescriptions des articles ci-dessus visés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du département du Tarn ;

- A R R E T E -

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société VALTORET ÉNERGIES, dont le siège social est situé 213 cours Victor Hugo, 33323 BÈGLES et qui exploite un parc éolien de 5 aérogénérateurs sur la commune de SAINT-AMANS-VALTORET, **est mise en demeure** de respecter les dispositions des articles suivants :

Dans un délai de six mois :

- article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 : en justifiant que les déchets produits par le parc éolien sont transférés vers une installation dûment autorisée à les prendre en charge.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais suivants :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours administratif (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4 : Publication et information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ainsi que le maire de la commune de SAINT-AMANS-VALTORET sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VALTORET ÉNERGIES et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Castres, **04 NOV. 2024**

Pour le préfet, par délégation,
le sous-préfet de Castres,


Laurent GANDRA-MORENO